



HAL
open science

Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007- 2011

Amin Allal

► **To cite this version:**

Amin Allal. Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011. *Revue Française de Science Politique*, 2012, 62 (5-6), pp.821-841. halshs-03858278

HAL Id: halshs-03858278

<https://shs.hal.science/halshs-03858278>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie

Processus de radicalisations politiques 2007-2011

Amin Allal

« Tout éclate partout à la fois. Était-ce prévu ? Était-ce préparé ? Non. [...] Rive droite, rive gauche, sur les quais, sur les boulevards, dans le quartier latin, dans le quartier des halles, des hommes haletants ouvriers, étudiants, sectionnaires, lisaient des proclamations, criaient : aux armes, brisaient les réverbères, dételaiement les voitures, dépavaient les rues, enfonçaient les portes des maisons, déracinaient les arbres, fouillaient les caves, roulaient des tonneaux, entassaient pavés, moellons, meubles, planches, faisaient des barricades. »
« De quoi se compose l'émeute ? De rien et de tout. D'une électricité dégagee peu à peu, d'une flamme subitement jaillie, d'une force qui erre, d'un souffle qui passe. Ce souffle rencontre des têtes qui pensent, des cerveaux qui rêvent, des âmes qui souffrent, des passions qui brûlent, des misères qui hurlent, et les emporte. »¹

Depuis janvier 2008 et les protestations de grande ampleur que connaît le bassin minier de Gafsa dans le sud-ouest, des actions collectives protestataires inédites² se multiplient dans les régions paupérisées dites de « l'intérieur » de la Tunisie. Ces mobilisations ont des historicités propres liées aux conditions socio-économiques et aux équilibres clientélistes locaux – notamment à la capacité redistributrice de l'ancien parti-État³. Tenter de restituer l'amplification de ces protestations, c'est se confronter à un biais téléologique, c'est-à-dire risquer de lier des séries d'événements à une fin sue par avance, en l'occurrence la fuite du président le 14 janvier 2011 et la fin du régime de Ben Ali⁴. Pour éviter cet écueil, il faut faire le choix de temporalités heuristiques afin de comprendre le processus révolutionnaire en cours en Tunisie. Il ne s'agit pas de dire « où et quand tout cela a commencé » (en risquant de faire des régressions historiques à l'infini sans résultat convaincant) mais d'analyser les processus de radicalisations politiques à travers la sélection de focales historiques et géographiques pertinentes.

¹. Victor Hugo, *Les Misérables*, Paris, Gallimard/La Pléiade, 1986, chapitre « Les bouillonnements d'autrefois » et chapitre « Le 5 juin 1832 ».

². Depuis 1984, la Tunisie n'avait pas connu des mobilisations d'une telle ampleur : voir Mouldi Lahmar, Abdelkader Zghal, « "La révolte du pain" et la crise du modèle du parti unique », dans Mahmoud Ben Romdhane (dir.), *Tunisie : mouvements sociaux et modernité*, Dakar, Codesria, 1997, p. 151-192 ; Olfa Lamloum, « Janvier 84 en Tunisie ou le symbole d'une transition », dans Didier Le Saout, Marguerite Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Paris, Karthala, 1999, p. 231-242.

³. L'hégémonie du parti du président de la République est constante depuis 1959. Le parti unique, selon la formule consacrée en Tunisie, qui devient sous Ben Ali en 1988 le Rassemblement constitutionnel démocratique, ne supportait aucune concurrence malgré l'instauration d'un multipartisme de façade en 1981. Les résultats de toutes les élections législatives, municipales ou présidentielles donnaient le RCD gagnant avec des scores hégémoniques. Dans ce contexte, le parti faisait office d'administration de fait, ses cadres au niveau local assurant l'intermédiation pour tous types de « services publics ».

⁴. En cela, le slogan « Ben Ali dégage ! » peut être trompeur. Puisque si Ben Ali a effectivement « dégage », il aurait pu en être autrement. De plus, cela n'est pas uniquement imputable à la mobilisation contre Ben Ali.

À cet égard, c'est la séquence de « l'opposition démocratique » qui est la plus communément retenue comme pertinente. Il s'agit de l'irruption d'une dynamique d'opposition contre Ben Ali, menée par la classe politique et associative depuis la fin des années 1990¹. L'organisation de la contestation lors de la tenue du Sommet mondial de la société de l'information des Nations unies en 2005² à Tunis, avec une « avant-garde cyberdissidente »³, en constitue un moment important. Mais l'hypothèse d'un changement politique radical amorcé par les partis d'opposition et la « société civile indépendante » est peu convaincante, vu leur faible poids (notamment leur maigre audience dans un espace public ultra-contrôlé) et le manque de bases sociales de ces organisations élitistes⁴. Surtout, la force des mobilisations multisectorielles⁵ de l'hiver 2011 réside dans l'absence de chef, de commandement, ou de coordination unifiés⁶. Les engagements « révolutionnaires »⁷ sont d'abord le fait d'ouvriers journaliers, de jeunes chômeurs diplômés ou non, de débrouillards⁸ de la « génération Ben Ali », qui ne sont pas des militants encartés et qui vont parfois payer de leur vie leur révolte. Des Tunisiens de la classe moyenne des centres urbains s'engagent aussi, ne supportant plus la dérive perçue comme mafieuse et l'« inculture » des « cliques » au pouvoir⁹.

La séquence « de l'opposition démocratique » est donc insatisfaisante, mais il ne faut pas pour autant conclure à un mouvement spontané et croire à une sorte d'« immaculée contestation ». Dans cet article, afin d'analyser en profondeur les perceptions et choix des individus et groupes qui s'engagent dans ce soulèvement populaire aussi intense que rapide, nous retenons deux situations nodales : d'une part, l'engagement dans des protestations collectives qui se multiplient depuis 2008 dans la Tunisie de « l'intérieur » ; d'autre part, les contre-conduites et résistances parfois ambivalentes qui se développent ces dernières années auprès de différentes catégories de la population et se muent sous certaines conditions en contestation du régime. Cette analyse processuelle se distingue des explications monocausales structuralistes sur la survenance des révolutions en se souciant davantage des conditions d'engagement. Ici, c'est la reconstruction, dans une démarche compréhensive, des étapes du processus révolutionnaire en cours qui est centrale et non la recherche de causes initiales de la « Révolution ».

¹. Pour une analyse, voir Sadri Khiari, *Tunisie, le délitement de la cité. Coercition, consentement, résistance*, Paris, Karthala, 2003.

². Pour une analyse du « collectif du 18 octobre 2005 », ses débuts et son « échec », voir Vincent Geisser, Éric Gobe, « Le régime Ben Ali face aux mobilisations protestataires », *L'Année du Maghreb 2005-2006*, Paris, CNRS éditions, 2007, p. 367-374 ; et « La question de "l'authenticité tunisienne" : valeur refuge d'un régime à bout de souffle ? », *L'Année du Maghreb 2007*, Paris, CNRS éditions, 2009, p. 371-408.

³. Concernant l'impact relatif des « médias sociaux », voir Romain Lecomte, « Au-delà du mythe de la "Révolution 2.0". Le rôle des "médias sociaux" dans la révolte tunisienne », dans Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin, 2013, chapitre 6.

⁴. Depuis 55 ans en Tunisie, les voix et options alternatives au parti hégémonique sont très réduites. Les oppositions partisans et associatives n'ont pu exister que groupusculaires avec une base sociale très réduite. La Centrale syndicale était domestiquée, clientélisée, et ses cadres revendicatifs censurés, le mouvement islamiste, décimé par la répression, était absent de la scène politique domestique : cf. Michel Camau, Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

⁵. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques, La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 3^e éd., 2009.

⁶. Michaël Béchir Ayari, « La "Révolution tunisienne", une émeute politique qui a réussi ? », dans A. Allal, T. Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, op. cit., chapitre 9.

⁷. En employant l'adjectif « révolutionnaire » (*thawri*), nous reprenons une catégorisation désormais en usage en Tunisie, sans entrer dans un débat normatif sur la nature révolutionnaire ou non des événements et sans présupposer de l'issue de ces évolutions politiques d'importance. Cela ne dispense pas d'analyser ce nouveau sens commun et les multiples luttes de sens et de classement derrière ce label « révolution », comme le fait l'historienne Kmar Bendana, « Vous avez dit Révolution ? », communication à l'ISHM, Tunis, 14 janvier 2012.

⁸. Pour une analyse de cette économie politique de la débrouille en Tunisie, cf. Hamza Meddeb, « L'ambivalence de la "course à *el khobza*". Obéir et se révolter en Tunisie », *Politique africaine*, 121, 2011, p. 35-51.

⁹. La déssectorisation a ses limites puisque les grands patrons n'ont à aucun moment dénoncé le régime. Ils se sont d'ailleurs toujours accommodés avec la famille Ben Ali. Cf. Béatrice Hibou, « Nous ne prendrons jamais le maquis. Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, 84, 2008, p. 115-141.

L'observation du « moment révolutionnaire » alimente l'impression que tout le monde bougerait comme un seul homme. En effet, lorsque le soulèvement populaire se généralise sur le territoire tunisien et gagne Tunis lors de la deuxième semaine de janvier 2011, avec la désolidarisation de l'armée et l'« entrée en scène » hésitante mais déterminante de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT)¹, l'unanimité est de rigueur dans la population. Le jaillissement de groupes nombreux dans la « rue » dicte l'agenda politique, défait des gouvernements nationaux successifs, chasse des représentants des autorités locales, des policiers et militants du parti RCD, occupe et élargit un espace public jusqu'ici prohibé². Pour autant, ces engagements sont pluriels. Ils se produisent à des moments différents, à travers des voies diversifiées, avec des acteurs qui n'ont pas les mêmes dispositions sociales, ni le même rapport à l'autorité. Pour étudier ces engagements contre le régime lors du moment révolutionnaire, nous analysons de multiples cheminements appréhendés à travers des cas précis, des individus ou des groupes de pairs contrastés, qui vont devenir « révolutionnaires » au cours de l'action.

C'est en interrogeant les relations entre des expériences de résistances et de protestations³ pas nécessairement connectées dans l'espace et parfois distantes dans le temps que l'on peut comprendre le processus révolutionnaire. Dans cet article, nous étudions l'ambivalence de ces trajectoires, en documentant les inflexions, accélérations et bifurcations dans le passage à la protestation, en prenant en compte la spécificité des lieux, des séquences historiques du déroulement de la protestation, et des modes d'actions privilégiés par les acteurs. Ce sont les malentendus, les informations et les distorsions de celles-ci, les rumeurs, leurs appropriations comme registres de dénonciation ancrés dans des situations sociales particulières, qui font qu'à un certain moment – éphémère – des groupes sociaux aux intérêts différents et aux conditions socio-économiques parfois antagoniques « basculent » et luttent derrière un même mot d'ordre : Ben Ali dégage !⁴

¹ L'UGTT, l'ex-fédération syndicale unique longtemps sous contrôle du régime, a décrété la grève générale tout d'abord régionale dès le 12 janvier à Sfax puis nationale le 14 janvier 2011. Elle a ainsi contribué aux mouvements de masse du dernier jour avant la fuite de Ben Ali. Cf. Amin Allal, Vincent Geisser, « Tunisie : "Révolution de jasmin" ou Intifada ? », *Mouvements*, 66, 2011, p. 62-68.

² À partir du mois de février 2011, on note une marginalisation progressive des mobilisations protestataires, ce qui ne signifie pas la diminution de celles-ci puisqu'elles restent importantes. Cela fait suite à la répression du rassemblement du 25 février sur la place du Gouvernement (El Kasbah 2). La nomination du Premier ministre Béji Caïd Essebsi (ancien ministre de Bourguiba) fera « rentrer la révolution dans le cadre de l'État » : voir Sadri Khiari, « Tunisie : Révolution, contre-révolution et transition démocratique », *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, à paraître.

³ Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule, « *Exit, voice, loyalty* et bien d'autres choses encore... », dans Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule, (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 43-126.

⁴ Le matériau recueilli est à la fois issu d'un terrain d'enquête réalisé depuis 2006 dans le cadre d'une thèse de doctorat de science politique dans la région de Gafsa (avant, pendant et après les protestations du bassin minier en 2008), mais aussi des investigations dans la ville de Hammam-Lif, banlieue populaire au sud de Tunis, et dans la capitale au cours du mois de janvier 2011. Les trois investigations qui constituent plus d'une centaine

Épreuves protestataires dans la Tunisie de « l'intérieur »

S'il n'existe pas de lien systématique de causalité entre situation économique et protestations, force est de constater le double clivage socio-territorial et générationnel qui caractérise les actions protestataires en Tunisie. Une géographie politique et économique du pays montre que la carte des disparités socio-économiques se superpose à la « carte contestataire » de ces dernières années. Dans les régions paupérisées du bassin minier de Gafsa dans le sud-ouest en 2008, dans le sud-est à Ben Guerdane en août 2010, dans la région agricole de Sidi Bouzid ainsi qu'à Kasserine et Thala dans le centre-ouest du pays en décembre 2010, se sont déclenchées de fortes protestations. Ces mouvements dévoilent ce que la Tunisie du « miracle économique »¹ masquait : les disparités régionales et la marginalisation économique et sociale de populations importantes qui ne jouissaient pas du système de protection sociale, du fait de leur exclusion des circuits de l'emploi.

Ces protestations sont menées par un sous-prolétariat inorganisé et des jeunes dénuées de capitaux sociaux et politiques. Les profils de celles et ceux qui ont été les moteurs des contestations sont pour la plupart ceux de chômeurs ou de personnes occupant des métiers jugés dévalorisants et pénibles : ouvriers à l'emploi précaire dans les sociétés sous-traitantes de l'industrie phosphatière, contrebandiers de Ben Guerdane se battant contre les aléas d'une économie de survie entravée par les douaniers, ouvrières agricoles journalières dans le centre-ouest, diplômés précarisés qui engorgent les centres d'appels téléphoniques des grandes villes, « garçons du quartier » flânant dans les cafés et condamnés à une économie quotidienne de la débrouille...

Dynamiques des engagements protestataires dans le bassin minier de Gafsa

Dès le 6 janvier 2008, à la suite de l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG)², des habitants des principaux villages et villes des centres miniers de la région du sud-ouest tunisien s'étaient massivement engagés dans une série d'actions sévèrement réprimées pendant six mois de protestation. La dénonciation du mode népotique d'attribution des postes de la CPG avait réuni un nombre important de chômeurs (diplômés ou non) et leurs familles.

Gafsa est une région minière à l'agriculture sinistrée, notamment en raison de l'aridité, des mauvaises conditions pluviométriques et de l'utilisation de l'eau par les laveries de la CPG. L'essentiel de l'activité tourne autour des mines de phosphate. La pauvreté est importante dans les villages, en particulier à l'est, mais également dans les villes minières de la région. Le taux de chômage dans le gouvernorat de Gafsa est, selon les chiffres officiels, l'un des plus élevés du pays, soit quasiment le double du taux national. Depuis le milieu des années 1980, la réforme de la CPG suivant les standards néolibéraux, notamment grâce aux crédits de la Banque mondiale, a marqué le déclin de l'embauche dans la région. L'entreprise, qui est l'un des plus gros producteurs de phosphate au monde, a alors quasiment cessé de recruter et, depuis cette période, 10 000 emplois ont été supprimés, soit deux tiers des postes. Dans cette région, où la Compagnie constitue l'un des

d'entretiens et des observations directes documentent les rapports ordinaires au politique (politiques publiques, relations aux autorités et élus locaux et à l'administration) mais aussi les dynamiques des protestations et enfin des engagements « critiques » en janvier dans le grand Tunis : insurrections, manifestations...

1. Béatrice Hibou, « Tunisie : le coût d'un miracle économique », *Critique internationale*, 4, été 1999, p. 48-56.

2. La CPG est l'entreprise publique d'exploitation des phosphates.

rare débouchés pour les aspirants au marché de l'emploi, le chômage, en particulier des « jeunes », s'en est trouvé aggravé¹.

Les mobilisés de 2008 sont d'abord pour la plupart de jeunes hommes luttant pour l'obtention d'un emploi². Les revendications de ces exclus du circuit de production se combinent aussi à celles des travailleurs occasionnels et des ouvriers titulaires exerçant un emploi stable et mieux rémunéré au sein de la CPG. Les chômeurs vivent souvent sous le même toit que les ouvriers titulaires au statut envié, ainsi que les travailleurs journaliers ou saisonniers. Ces luttes sont ainsi relatives à l'amélioration des conditions matérielles de ces familles. Les femmes sont aussi au premier plan des mouvements contestataires. Si les manifestantes étaient rarement des militantes partisans ou associatives, en revanche, épouses ou veuves d'ouvriers et de mineurs des phosphates, jeunes diplômées chômeuses, lycéennes, syndicalistes de base, mères et grands-mères des manifestants emprisonnés étaient constamment présentes lors des protestations de Gafsa, Oum El Araies, Mdhila, Mélaoui et Redeyef.

Dans la région de Gafsa, la CPG est ancrée dans les imaginaires comme l'unique alternative à la pauvreté. Selon les manifestants, la CPG devait s'acquitter de la dette contractée envers les nombreuses familles d'ouvriers, qui se sont « rongés leurs vies » pour son bon fonctionnement. « Il faut qu'elle rende la monnaie, qu'elle emploie nos enfants »³, témoigne une mère venue soutenir son fils engagé dans un campement à Oum El Araies. Les protestataires de 2008 visent, dans leurs slogans, le patron de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) au niveau régional. À l'époque, Ziad est un des *leaders* des protestations dans sa ville d'Oum El Araies, l'une des quatre cités minières. Le jeune homme de trente ans fait partie des quelque dizaines de militants ayant participé aux discussions secrètes, à partir de 2006, pour la constitution et la coordination de l'Association des diplômés chômeurs de la région de Gafsa. Il affirmait à l'époque :

« Ben Ali je ne sais pas qui c'est, il ne m'intéresse pas, par contre lui [le représentant régional de l'UGTT] c'est le mafieux, c'est à cause de lui qu'on en est là. »⁴

Le chef du syndicat incarne l'injustice et la fatalité contre laquelle luttent les jeunes chômeurs de la région. En effet, ce *big man*, à la fois député du RCD et patron d'usines de sous-traitance de la CPG, arbitre l'attribution des postes de la CPG. Il est le chef d'un réseau d'échanges clientélistes auquel n'ont pas accès ces « jeunes ». Il symbolisait à lui seul la corruption dénoncée et le « déclassé »⁵ ressenti, d'autant que ses usines embauchent dans des conditions de précarité par rapport à la CPG.

Durant les deux premiers mois, le mouvement n'est pas encadré par les organisations politiques d'opposition, la « société civile indépendante » ou l'UGTT. En janvier, l'amplitude du soulèvement est très importante ; l'espace public est occupé par des milliers de manifestants dans les principales villes minières. Barricades et roues brûlées marquent le territoire urbain de Mélaoui que la police peine à reprendre. Dans les villages des alentours, ce sont parfois tous les habitants qui sortent

¹. Pour plus de détails, voir Amin Allal, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, 117, mars 2010, p. 107-126.

². Observations personnelles et entretiens réalisés dans le bassin minier à Redeyef, Mélaoui, Oum El Araies et Mdhila (janvier-juin 2008).

³. Entretien personnel, janvier 2008.

⁴. Entretien personnel, février 2008.

⁵. Le terme renvoie à la catégorie employée par les mobilisés qui mettent ainsi en mots leurs griefs.

pour manifester leur mécontentement suite à l'emprisonnement d'un « jeune » du coin. Les discours de *leaders* de Redeyef se font dans la rue, face à un public très important¹. Au cours de ces deux mois, la mobilisation a rassemblé des dissidents syndicaux, des lycéens, des « diplômés chômeurs » et leurs familles interpellant les autorités pour que leurs enfants aient un travail, des parents pour faire libérer les centaines d'emprisonnés... Autre fait saillant, les cadres du RCD ne se sont pas mobilisés ensemble et en même temps pour éteindre les foyers protestataires. Les luttes au sein de l'élite politique et syndicale régionale expliquent ce retrait. Certains dirigeants locaux du RCD sont restés un moment spectateurs, interprétant la situation comme un moyen efficace de se débarrasser de rivaux directement invectivés par les manifestants.

Dans les quatre villes du bassin minier, la répression importante et les tentatives d'achat de groupes de mobilisés² engendrent des dynamiques différentes. La protestation à Redeyef, plus organisée autour de *leaders* locaux issus de syndicats non ouvriers (désobéissant à leur hiérarchie), dure plus longtemps, pendant six mois. Mais en juin 2008, après l'arrestation des principaux *leaders* du mouvement, l'ensemble des mobilisations dans le bassin minier se tarit. L'arrêt est confirmé par un procédé éculé : l'annonce par le président Ben Ali de grands projets de développement pour la région. Pour autant, le scepticisme demeure chez différentes catégories de la population. Le notable multi-positionné, principale cible des manifestants, est toujours en place. Surtout, le sentiment de la nécessité de continuer la lutte est présent chez de nombreux mobilisés. Ziad, à peine sorti de prison en juillet, confie :

« Ça ne s'arrêtera pas là. Maintenant on connaît notre force et ils ne pourront pas nous tuer tous. On se battra pour que partent les Trabelsi et les Ben Ali de notre région et ensuite on s'attaquera aux vrais. »

Lors des premières manifestations dans la région en décembre 2010, le même Ziad est très impliqué. Comme lui, de nombreux mobilisés lors des protestations de 2008 s'activent. Ce sont des modes d'action rodés, des marches, des *sit-in*, etc., qui sont utilisés. Mais très vite, à la fin du mois de décembre 2010, ces tentatives de coordination de la lutte sont débordées par de multiples engagements insurrectionnels qui visent au fur et à mesure, par leurs slogans et leurs actions, la police, les autorités, le parti... et le président Ben Ali.

Multipliation des mobilisations protestataires

Les mouvements qui ont lieu à Ben Guerdane à la frontière libyenne en août 2010 sont un autre moment important de l'amplification de l'engagement protestataire sous Ben Ali. Ces actions collectives sont liées à la fermeture de la frontière³. Le poste de Ras Jdir, par lequel transitait quotidiennement toute une économie transnationale de contrebande, a été fermé. La décision du gouvernement libyen entrave brutalement l'économie de survie qui concernait des populations importantes dans la région. Les cortèges pacifiques exigeant une réouverture de la frontière sont durement réprimés. Au fil des emprisonnements et de la répression policière, le mouvement se durcit. La protestation est telle que les autorités tunisiennes ont dû négocier la réouverture du

¹. Observations personnelles, janvier, février 2008.

². Des pourparlers sont engagés avec de petits groupes de mobilisés : par exemple, le groupe des « veuves d'Oum El Araïes » constitué d'épouses d'ouvriers de la CPG décédés à la suite d'un accident du travail ; elles dressent des tentes et revendiquent l'embauche de leurs enfants avant de lever le camp en février suite aux promesses d'embauche qui leur ont été faites par les autorités.

³. H. Meddeb, « L'ambivalence de la course à *el khobza*... », art. cité.

poste avec les autorités libyennes. La perturbation d'un équilibre inégalitaire mais vital, celui de l'économie illégale largement corrompue des échanges transfrontaliers, produit une protestation qui s'intensifie en différents endroits de la région de Ben Guerdane.

Quatre mois plus tard, à Sidi Bouzid¹, Mohamed Tarek Al Bouazizi, vendeur de légumes ambulant, se suicide. Le geste de l'immolation, publicisé à ce moment-là, a représenté comme une condensation de l'indignation largement ressentie dans le pays et éprouvée dans différentes actions collectives. Bouazizi est devenue la figure emblématique de cette économie de la débrouille arbitrairement et violemment empêchée.

Si ces mobilisations protestataires de « l'intérieur » du pays sont ancrées dans des énonciations et des relations socio-économiques spécifiques, elles se rejoignent en plusieurs points. On y retrouve à chaque fois une dénonciation du népotisme, une détermination contre la fatalité du chômage et une action collective peu institutionnalisée – en tout cas, en décalage avec la classe politique d'opposition et la direction de la centrale syndicale. La dynamique des mobilisations et les modes d'action sont itératifs : marches et *sit-in* entraînent une répression policière dure, à laquelle répondent de nouvelles mobilisations. Suite aux premiers emprisonnements, des cortèges se dirigent vers les commissariats ou les sièges des autorités. Les premiers morts provoquent l'intensification des actions protestataires. Ces événements contestataires démontrent aussi les fissurations de l'encadrement et du contrôle par le parti-État, ainsi que les difficultés de la répression à éteindre les révoltes. Les raisons de la colère sont pourtant différentes. Pour résumer, à Gafsa, c'était « donnez-nous du travail, cessez de nous voler », quand les populations protestataires de Ben Guerdane criaient « ouvrez la frontière, laissez-nous survivre ».

La séquence 2008-2010, caractérisée par la multiplication de protestations collectives, n'est pas nécessairement un préalable aux engagements du moment révolutionnaire de 2010-2011, qui répondent à des logiques autonomes. Pour autant, sans générer une « avant-garde » révolutionnaire, les épreuves importantes que connaissent les populations de ces régions de « l'intérieur » s'agrègent au fur et à mesure dans l'esprit des individus (directement protestataires ou non), en devenant un leitmotiv pour leur engagement dans la « révolution ».

Le processus révolutionnaire correspond simultanément au passage à la protestation de populations qui exprimaient une résistance diffuse à l'ordre politique. Le coût de l'action protestataire, surtout en situation autoritaire par rapport à d'autres activités sociales, notamment certaines résistances routinisées, n'est pas le même². Pour autant, si l'on veut comprendre l'importance du soulèvement populaire, il faut également analyser les formes de résistances et de contre-conduites qui se sont développées lors des dernières années sous Ben Ali. Ce n'est pas tant la dichotomie entre « résistances » et « protestations », mais le passage de l'une à l'autre qui est intéressant³. D'autant plus que les mêmes acteurs peuvent à la fois avoir des activités relevant de la « résistance », de la « protestation », et simultanément de la « participation conventionnelle ».

¹. Voir l'article de Choukri Hmed dans ce même numéro de revue.

². Frédéric Vairel, Marie-Emmanuelle Pommerolle, « S'engager en situation de contraintes », *Genèses*, 77, 2009, p. 2-6.

³. M. Bennani-Chraïbi, O. Fillieule, « *Exit, voice, loyalty...* », cité.

Résistances ordinaires et engagements « révolutionnaires »

Qui ne dit mot ne consent pas nécessairement. L'analyse politologique dans le sillage des travaux de J. J. Linz, surtout en situation autoritaire, a trop vite fait d'interpréter le peu d'écho des voix dissonantes dans l'arène publique institutionnalisée (presse, organisations politiques, syndicales et associatives...) comme un consentement ou un défaut d'opinions, voire d'expressions politiques de la « majorité silencieuse ». Alors que de multiples discours et pratiques se sont exprimés et ont parfois amorcé des dynamiques de dénonciation, les scènes publiques tunisiennes ont souvent été appréhendées sous les registres de l'apathie politique et de la dépolitisation, perçues comme conséquence du verrouillage sécuritaire de l'espace public. Dans le contexte tunisien, la dissimulation des préférences (*preference falsification*) dont parle Timur Kuran¹ paraît relative dès lors que l'on prête attention aux « petites » manifestations publiques du mécontentement. Dans bien des lieux publics, des critiques et dénonciations s'expriment sans que celles-ci ne fassent risquer à l'énonciateur la répression. Cela tient au fait que les gens savent, même en situation autoritaire, que d'autres pensent comme eux, même lorsque ces derniers ne l'expriment pas de la même façon. Penser en termes de préférences privées, les « vraies » chez Kuran, empêche donc d'analyser l'évolution constante des représentations critiques qui s'éprouvent à la fois dans des lieux « publics » et « privés », et qui participent des redéfinitions par les acteurs des voies possibles d'action.

Les acteurs et les situations que nous exposons ici ont été sélectionnés pour montrer à la fois la pluralité des voies empruntées vers la protestation, l'ambivalence de ces trajectoires, les raisons et contingences du passage à l'action, et les modes d'action protestataire adoptés au cours de l'hiver 2010-2011. Les résistances longtemps désamorçées, qui pouvaient être perçues comme participant de la reproduction de l'ordre politique autoritaire, vont changer de nature à mesure que l'état politique change. Au cours de nos enquêtes de terrain, nous avons rencontré dans différents milieux sociaux des individus ou de petits groupes de pairs exprimant leur « indignation » contre un régime mafieux et prédateur, auquel ils imputaient la responsabilité de leurs petits ou grands malheurs. Ces personnes, loin d'appartenir à des organisations d'opposition ou contestataires, n'étaient donc pas muselées en tout espace ; elles exprimaient leur dénonciation en plusieurs lieux. Les cas retenus l'ont été parce que les acteurs et les situations (lieux publics d'expression et milieux sociaux) permettent de répondre à la question de l'amplification de la révolte en Tunisie, en soulignant les perceptions et les motifs pluriels d'engagement de ces acteurs.

Résistances au sein du parti-État

Alors que le parti hégémonique a été dissous le 9 mars 2011, il faut rappeler qu'il était une organisation protéiforme au sein de laquelle cohabitaient des statuts et des fonctions très différents, des acteurs aux caractéristiques très diverses et aux degrés de participation distincts. Le parti revendiquait plus de deux millions d'adhérents² et les voies d'accès à celui-ci étaient multiples. Une multitude de personnes, bien qu'encartées au RCD et participant à des activités liées

¹ Timur Kuran, *Private Truths, Public Lies. The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

² Lors du congrès du Kram en juillet 2008, à l'occasion du vingtième anniversaire de la création du parti sous sa dénomination RCD, les instances du parti annonçaient un total de 2,2 millions d'adhérents sur 10 millions d'habitants.

à celui-ci, développaient des résistances à l'ordre politique. Ce sont les voies heurtées qui mènent ces résistants ambivalents à la protestation lors du moment révolutionnaire que nous analysons.

Yosra : itinéraire d'une résistante inattendue

Yosra est née à Monastir, la ville de Bourguiba. Sa cité natale se situe au Sahel, la région littorale d'origine des deux présidents successifs de la Tunisie post-indépendance et de nombre de personnalités politiques du pays. Lors de notre premier entretien en 2007¹, elle m'a dit fièrement : « Dans mon lycée sont passés beaucoup de ministres et d'ambassadeurs ». Cette mère de famille de 47 ans est fille et nièce de deux militants du mouvement national qui ont lutté auprès de Bourguiba. Bien qu'elle n'ait pas obtenu le bac, elle a eu la possibilité de faire des études au lycée. Elle a eu son poste de fonctionnaire à Tunis et ensuite sa promotion grâce aux « interventions » de sa famille. Yosra est mariée et a trois enfants : deux garçons de 19 et 15 ans et une fille de 9 ans. Son époux, dipsomane, est sans emploi depuis 10 ans. Leurs disputes sont souvent violentes. Dans cette situation où elle est seule à subvenir aux besoins de ses enfants, Yosra a « besoin du parti », rappelle-t-elle souvent.

Pourtant, les intercessions avec le RCD grâce à son ascendant familial glorieux se grippent.

« Je ne peux rien leur demander ici à Hammam-Lif, ce sont des voyous, des mafieux, des *jbura* (ploucs). J'ai même peur de me rendre seule là-bas, tant le regard de ces hommes est vulgaire et pesant. »²

Les à-côtés que permet la petite corruption assurée par les agents du RCD est moins à son avantage depuis les décès prématurés de son père et de son oncle. Elle vit très mal cette mise à l'écart. Pour autant, Yosra est une fervente supportrice de Ben Ali.

« Lui n'est pas au courant des agissements de ces voyous et puis l'autre coiffeuse [Leïla Ben Ali] l'a totalement ensorcelée. Ses frères et fils sont là pour tout nous voler. Je suis très inquiète pour notre pays. »³

Pourtant, elle ne cesse de répéter son attachement au parti auquel elle renouvelle son adhésion, à ses réalisations et surtout à son chef. Elle commente ainsi son portrait accroché au mur de son salon :

« Il ne faut pas se tromper, Ben Ali nous a sauvés, il a sauvé l'héritage de Bourguiba. »⁴

Si de nombreux Tunisiens pouvaient vivre quotidiennement ce type de brimades et s'en plaindre en privé, la spécificité du cas de Yosra réside dans l'expression publique de ses réprobations. Ainsi, lors de ses déplacements quotidiens vers la capitale – aller-retour en train de banlieue [du lundi au vendredi] – elle discute avec ses voisins en dénonçant les agissements des potentats locaux⁵. Elle parle sans interruption pendant 30 minutes jusqu'à son arrivée au terminus, dans une rame pleine à craquer où se trouvent lycéens, étudiants, employés, ouvriers de la zone d'activités de Mégrine et

¹. Nous nous entretenons en tout à cinq reprises entre mars 2007 et février 2011. Nous précisons à chaque extrait d'entretien la date de celui-ci.

². Entretien, avril 2008.

³. *Ibid.*

⁴. Entretien, mars 2007.

⁵. Observations effectuées à partir de mars 2007 dans le train reliant Hammam-Lif à Tunis.

petits fonctionnaires. Son récit dénonce les kleptocrates et relaye les rumeurs les plus folles sur la puissance perverse des Trabelsi, en y mêlant des informations plus précises sur la prédation des clans sur les entreprises publiques comme Tunisair. Les discours du jour sont alimentés par son aîné le soir à la maison. Son fils a un ordinateur et une connexion Internet¹, il surfe, contourne la censure, partage les informations avec ses « amis » de Facebook et raconte à sa mère. Le jour, dans le train, certains jeunes prennent Yosra pour une « suicidaire ». Lors d'un trajet effectué ensemble vers Tunis, un étudiant lance hilare à voix haute : « Moi je préfère payer le supplément en première, ici c'est trop risqué, salut ».

La récrimination publique de cette femme tient, nous l'avons suggéré, à sa trajectoire familiale militante, à ce déclassé perçu et objectivé dans un « mauvais mariage » et dans la disparition de ses soutiens familiaux. Mais d'autres expériences vont accentuer son mécontentement. Son fils cadet ne réussit pas à passer au lycée qu'il avait choisi :

« Sa moyenne n'était pas superbe mais il aurait dû pouvoir s'inscrire, des gens ont été reçus avec le même résultat ; le proviseur m'a pris de haut. »²

Un autre épisode va définitivement sceller son jugement sur la « mafia locale ». Après la bagarre entre son fils aîné et un voisin, demandant audience aux autorités locales qui la lui refusent, elle se rend au commissariat. Là, selon ses dires :

« Je me suis faite maltraiter, quasiment violée par ces voyous, ces gens se servent du parti de Ben Ali pour agresser les gens, leur faire du mal et cela pour quelques dinars. »³

Dénonciation ambivalente de la corruption, critique de la violence policière, déclassé d'une petite fonctionnaire qui voit se dégrader ses conditions de travail et de vie, ressentiments au sein d'un parti qui n'intègre plus certains et violences de genre, tels sont les ingrédients qui entraînent Yosra dans une dénonciation de plus en plus importante. Mais c'est à la vue de photos que son fils lui montre sur son ordinateur, des corps mutilés de jeunes hommes lors des exactions de Thala et Kasserine les 8 et 9 janvier 2011, qu'elle décide de franchir le pas d'une protestation collective.

« C'est mon fils qui est tué. Des jeunes hommes comme lui qui sont morts, je veux dire. »⁴

Plus tard, elle détaille :

« Ma collègue, originaire de Kasserine, m'appelle le soir même et me dit que des collègues du ministère travaillant dans cette région ont leurs enfants en prison, certains sont morts. Eux des gens normaux, n'ayant jamais fait de vague. Tout se confond dans ma tête, je rêve que c'est mon fils qui est mort. Le lendemain je reçois un SMS : demain la grève générale, et là je décide de me rapprocher pour savoir. »⁵

¹. Acquis d'ailleurs à prix préférentiel subventionné grâce à une politique de crédits à la consommation dont des cadres du RCD assuraient la distribution à l'échelon local.

². Entretien, mai 2008.

³. *Ibid.*

⁴. Entretien, 10 janvier 2011.

⁵. Entretien, 18 janvier 2011.

Le 14 janvier 2011¹, Yosra est sur l'avenue Bourguiba au centre de Tunis avec son fils aîné. Elle répète à l'envi aux personnes croisées, comme pour se rassurer :

« C'est ma première manifestation, je n'ai jamais été dans un syndicat, normalement lorsqu'il y a grève je reste chez moi, mais là c'est trop, ils tuent des enfants, il faut que les choses changent. »

Soudainement, une angoisse amusée la saisit lorsque retentit un slogan qu'elle juge excessif : « Comment ? Ils disent Ben Ali dégage ? » Elle se tient alors silencieuse, de l'autre côté de l'avenue, auprès des manifestants ayant laissé le terre-plein central aux protestataires les plus chevronnés. Dès le matin, ces derniers se sont réunis devant le siège de l'UGTT, avant de se diriger vers le ministère de l'Intérieur, « le cœur d'un régime qui n'en a pas », comme le scande un militant du Parti communiste ouvrier tunisien. Ces quelques milliers ont obligé les barrages de police à céder le passage. Ce sont des militants aguerris, syndicalistes, jeunes artistes et gauchistes, des avocats², ainsi que des militants des partis de l'opposition légale. Sur l'avenue Bourguiba, le peu de fois où des chants gauchistes sont entonnés, des « *la ilaha illa Allah* » (il n'y a de dieu qu'Allah) des rares étudiants islamistes de l'Union générale tunisienne des étudiants fusent pour les contrer. L'hymne national est alors chanté pour effacer ces clivages politiques, afin de signifier qu'il s'agit d'un moment de rassemblement. Yosra reste quant à elle sur l'autre partie de l'avenue pendant de longues minutes, avant d'être poussée par la marée humaine vers les autres manifestants. Elle est prise dans le mouvement et se retrouve à scander les mêmes slogans que les centaines de milliers de manifestants massés devant le ministère de l'Intérieur. D'abord l'hymne national puis la dynamique populaire l'entraînent, et elle crie : « Ben Ali dégage ! »

Si le cas de Yosra a permis de souligner l'évolution de pratiques ambivalentes de dénonciation intentionnelle des gouvernants, d'autres catégories de populations subalternes contestent mais sans produire un discours explicite de la protestation. Ce sont d'abord des enjeux de survie, de notoriété à l'échelle d'un quartier qui priment et font parfois entrer en contradiction avec l'ordre politique. C'est le cas du *Zaïm (leader)*, le chef des voyous de la médina de Gafsa.

Le Zaïm et ses quarante voleurs : des parias devenus « révolutionnaires »

Le *Zaïm* est un homme de 40 ans, analphabète, aux manières jugées brutales et à l'apparence repoussante, avec une cicatrice d'une dizaine de centimètres sur la joue, à peine plus petite que celle sur son front. C'est le *leader* d'un groupe stabilisé d'une quarantaine de jeunes hommes sans emploi qui habitent le même quartier : Houmet El Hara, dans la médina de Gafsa, quartier très pauvre où il n'y a quasiment rien d'autre que de vieilles maisons sur-peuplées et délabrées. Âgés entre 15 ans et 40 ans, ils sont célibataires, chômeurs, et n'ont souvent pas été au-delà de l'école primaire. Ils vivent de menus larcins (très organisés), vendent et consomment un psychotrope qu'ils fabriquent eux-mêmes à partir d'alcool de palme (*legmi*) : *al qishem*. Ces hommes occupent ostensiblement l'espace de « leur quartier », où ils organisent même des rondes pour en surveiller l'entrée. Les plus jeunes se relaient en effet à l'orée de l'oasis, sur les berges de l'*oued*, pour

¹. Observations *in situ*.

². Sur la politisation des avocats, cf. Michaël Béchir Ayari, Éric Gobe, « Les avocats dans la Tunisie de Ben Ali : une profession politisée », *L'Année du Maghreb 2007*, Paris, CNRS éditions, 2009, p. 105-132 ; Éric Gobe, « Les avocats, un corps professionnel au cœur de la "révolution" tunisienne ? », dans A. Allal, T. Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, op. cit., encadré 11.

faire payer quelques centaines de millimes (le prix est fixé par le *Zaïm*) aux non-riverains qui veulent traverser le quartier le soir. Le rapport avec les autorités locales, et surtout avec la police, est souvent distant. La règle étant qu'on ne « s'occupe d'eux que s'ils dépassent les bornes car on ne peut pas les mettre tous en prison et que ça ne servirait à rien »¹. Cela signifie que s'ils ont quasiment tous une convocation au tribunal, une condamnation ou une lettre notifiant la nécessité de leur internement en hôpital psychiatrique (du fait de leur consommation de psychotropes), on vient très rarement les chercher, et surtout pas dans leur quartier.

La Médina de Gafsa est l'une des zones ciblées par le Programme de développement humain local engagé par des acteurs allogènes de la coopération internationale. Les associations locales investies dans le projet avec l'aide des bailleurs de fonds vont mettre en œuvre toute une série d'activités : la « promotion de l'entrepreneuriat féminin », le « microcrédit »... Sans appartenir à proprement parler à une association locale, le *Zaïm* revendique son intégration dans ce projet de développement dit « participatif », en faisant jouer ses ressources propres : « faire peur », « contrôler le quartier », mais aussi être un « bon pauvre » (selon les critères du régime) et court-circuiter les élites associatives locales en nouant une relation avec la chargée du programme à Tunis.

Pour être de ces projets, le *Zaïm* revendique, à l'instar des sociétaires des deux principales associations engagés dans le projet, « son localisme ». Dans nos entretiens, il répète : « Personne plus que moi ne connaît les problèmes de la médina, je suis dedans depuis ma naissance, je galère depuis toujours ici », ou encore « la rue c'est ma chambre, ma cuisine, mon salon, je sais comment elle fonctionne » (mai 2006)... Il s'approprie maladroitement des fragments du discours sur le « développement local » et la « participation ». Mais celui-ci reste inaudible pour la grande majorité des développeurs. Il bute sur une stigmatisation dominante qui au mieux est misérabiliste – « Ils ne savent pas ce qu'ils disent, il faut les aider malgré eux » – au pire « autoritaire » : « il faut tous les mettre en prison, ils sont irrécupérables ». Le *Zaïm* n'a donc pas sa place dans les réunions des associations, ni dans celles des commissions de pilotage du projet.

Face à cet obstacle, le *Zaïm* et les siens font d'abord ce qu'ils savent le mieux, c'est-à-dire « faire peur ». Ainsi, l'affrontement physique advient à plusieurs reprises lorsque telle ou telle activité est tentée dans le quartier sans leur avis. Cette première ressource permet d'instaurer un jeu clientéliste entre les associations pilotant le projet et le *Zaïm*. Ce dernier obtient deux microcrédits (avec un dossier de microprojet vide) et arrive aussi à détourner le « café communautaire » créé dans le cadre du projet pour en faire « son bureau ». Il envoie deux de ses « lieutenants » lors de l'inauguration pour remercier les agents du développement d'avoir fait un geste envers le quartier et ses jeunes. Une fois leur discours terminé, ils cadent la porte du café (juin 2006).

Ces subsides restant l'exception, le *Zaïm* en cherche d'autres et réussit un coup décisif. Apprenant la venue d'une délégation de bailleurs de fonds pour visiter les activités du projet et interprétant cette information précieuse (n'ayant pas accès aux réunions) comme une opportunité de démontrer qu'« on est capable de faire des choses et qu'on les fait », selon sa propre expression (juillet 2007), il s'engage dans plusieurs activités démonstratives. Dans l'oasis, il loue à ses frais un lopin de terre qu'il cultive avec l'aide de ses amis, pour montrer ses récoltes aux visiteurs. Cela ne les empêche pas de continuer d'extraire la sève de palme pour la production de leur psychotrope,

¹. Entretien personnel avec un commissaire, Gafsa, juin 2006.

et bien entendu d'attendre « un geste » de la part des éminents visiteurs pour couvrir les frais engagés... sans succès.

De la même façon, il effectue le bricolage ingénieux des réverbères de certaines rues du quartier pour que les ampoules ne soient pas, comme toujours, cassées (en évitant tout de même les zones où se trouvent les maisons/usines de *al qishem*). Grâce à son zèle, le *Zaïm* réussit à intégrer une des associations locales, mais surtout se positionner comme médiateur dans les quelques activités « territorialisées » dans le quartier. Dorénavant, il est par exemple invité à donner un coup de main pour le microcrédit.

C'est par l'exemplarité de certaines de ses activités que ce personnage déprécié par beaucoup s'intègre d'une certaine manière dans le processus d'action publique développementaliste. Ce « mauvais pauvre » devient au fur et à mesure un « bon pauvre »¹ en s'intégrant dans la politique locale *via* le RCD. Devenu quelqu'un de respectable, il peut se marier. Le *Zaïm* est de ceux qui ouvriront le comité de quartier dans sa rue. Il prend la carte du parti et participe aux activités de la cellule du RCD. Fort de ses nouveaux amis dans l'administration, la police et le parti, il négocie la suspension des poursuites de certains de ses proches. Mais très vite, cette intégration correspond à un changement de « carrière » : le *Zaïm*, le *leader*, n'en est plus un. Au mieux, il est devenu un chaînon des réseaux d'échanges d'octroi et de contraintes du parti. Il prend petit à petit ses distances avec ses jeunes amis. Il est même encouragé à le faire afin de pouvoir profiter pleinement de son nouveau statut de « bon pauvre », capable de revendiquer des subsides plus conséquents.

Tout au long de l'année 2008, alors que le bassin minier voisin est en pleine ébullition protestataire pendant tout le premier semestre, le *Zaïm* et les jeunes de son quartier ne se mobilisent pas. Et en décembre 2010, le *Zaïm* apparaît en retard sur la mobilisation des jeunes dans son quartier. Ceux-ci sont déjà engagés dans une lutte nocturne intense contre les forces de l'ordre. Appelé par les responsables policiers du secteur à intervenir pour calmer les esprits, il découvre l'ampleur de la lutte à ce moment-là.

« C'est le 10 janvier au soir quand j'ai passé la nuit avec mes jeunes que j'ai su que c'était grave, unique. »²

Le rôle demandé par les autorités s'avère vite trop risqué à un moment où le choix doit être tranché et les ennemis désignés. Il explique :

« Ceux qui m'ont demandé de maîtriser les jeunes, ne répondaient plus au téléphone et moi je visici, je voyais bien que les jeunes étaient prêts à aller au bout, ils étaient contents et déterminés, ne supportaient pas d'hésitation. Ils m'ont d'emblée demandé : "tu es avec eux ou avec nous ?" »³

L'opportunité d'être à nouveau le *Zaïm* est trop belle. Involontairement remis au cœur de son groupe de « jeunes » du quartier, il coordonne les sorties nocturnes. Sa petite maison devient le quartier général de la lutte, des dizaines de jeunes hommes viennent se retrancher, manger ou prendre des informations grâce aux adolescent(e)s qui font le guet sur les toits. Le *Zaïm* a désormais l'initiative.

¹. Cf. Béatrice Hibou, *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte, 2006.

². Entretien, février 2011.

³. *Ibid.*

« Ce quartier doit redevenir notre quartier et même Ben Ali n'y entrera pas sans notre accord. »¹

Après la fuite de Ben Ali et le retour au calme, le *Zaïm* s'impose progressivement comme interlocuteur pour les différents partis récemment constitués ou en train de démarcher dans la médina de Gafsa. Il organise le mariage d'un de ses lieutenants dans sa maison en février... Les faire-part mentionnent « la fête de la Révolution ».

Les deux profils d'acteurs analysés, Yosra et le *Zaïm*, nous rappellent que l'ambivalence de la double appartenance à la politique « conventionnelle » (à travers le RCD) et « non conventionnelle » (contournement, dénonciations, contestation...) est fréquente et que les acteurs peuvent passer d'un registre à l'autre. Cela nous suggère également, outre les contradictions d'un parti protéiforme, de rappeler l'importance des luttes internes au sein du parti « unique ». En effet, le contexte d'une succession difficile à la tête de l'État² (marqué notamment par la nécessité d'une nouvelle révision constitutionnelle pour permettre la candidature de Ben Ali en 2014) s'accompagne parfois au niveau local de luttes violentes entre clans rivaux du RCD. C'est le cas par exemple lors du congrès de la fédération de Monastir de décembre 2010 pour le renouvellement des structures de base et intermédiaires du RCD³. Si le grippage de la machine ne présuppose pas la crise du parti-État et son immobilité dans l'insurrection, il permet de mieux comprendre le basculement de certains militants RCD dans le soulèvement. Même si encore une fois c'est bien la contingence des événements qui offre des occasions d'action et d'engagement.

Analysons maintenant le développement d'activités collectives de dénonciation de la part de groupes de pairs non intégrés aux réseaux de pouvoir du RCD.

Amplifications de la dénonciation ordinaire

L'espace est une dimension importante, une condition de possibilité des résistances⁴ dont nous avons parlé : un lieu d'expression comme la rame de train de banlieue pour Yosra, ou davantage un espace à maîtriser comme le quartier de la médina et ses rues étroites dans le cas du *Zaïm* et de sa bande. C'est également un lieu spécifique, le micro-espace d'un café qui est primordial dans le processus de (dé)mobilisation d'un groupe d'hommes dans le centre-ville de Gafsa.

¹. Entretien par téléphone, 12 janvier 2011.

². Larbi Chouikha, Vincent Geisser, « La fin d'un tabou : enjeux autour de la succession du président et dégradation du climat social », *L'Année du Maghreb 2010*, Paris, CNRS éditions, 2010, p. 381-420.

³. Cf. M. B. Ayari, « La "Révolution tunisienne", une émeute politique qui a réussi ? », cité.

⁴. Ainsi que le rappellent différents spécialistes, l'espace est une dimension importante de l'action collective protestataire, cf. notamment Javier Auyero, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, 2005, p. 122-132 ; Deborah Martin, Byron Miller, « Space and Contentious Politics », *Mobilization*, 8 (2), 2003, p. 143-156 ; William H. Sewell, « *Space in Contentious Politics* », dans Ronald R. Aminzade, Jack A. Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth J. Perry, William H. Sewell Jr., Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-89 ; Charles Tilly, « Contention over Space and Place », *Mobilization*, 8 (2), 2003, p. 221-226. Pourtant, encore peu de recherches approfondissent à partir d'analyses ethnographiques les effets des lieux (leurs usages et appropriations) sur les dynamiques de contestation. Cela est fait notamment par Asef Bayat, *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997 ; et Choukri Hmed, « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 84, 2008, p. 145-165.

C'est ainsi qu'un groupe d'hommes de 20 à 39 ans appellent l'endroit où ils se retrouvent quotidiennement dans le centre-ville de Gafsa¹. Leur « café de la subversion », selon leur expression, ce sont en fait deux terrasses concomitantes. L'espace est balisé, « s'il n'y a plus de place dans notre coin, il est interdit de parler de politique », explique Mohamed (avril 2006). Dans ce groupe d'une vingtaine d'hommes, la plupart sont « travailleurs sans salaire » ou « chômeurs employés », comme le dit avec humour Mohamed. Ils travaillent comme manutentionnaire intérimaire, vendeur remplaçant, aide dans un laboratoire photographique vide, serveur occasionnel, chauffeur de taxi suppléant travaillant la nuit... Pourtant, à l'exception de l'un d'eux, ils ont tous obtenu le baccalauréat, et parfois une licence à l'Université. Ils se connaissent parce qu'ils ont pour la plupart toujours vécu dans la cité voisine. Bien qu'ils aspirent au mariage et en parlent souvent, peu sont mariés. Ils n'ont pas d'argent, pas de « situation » pour cela. La plupart vivent dans la maisonnée familiale. Mustapha, 38 ans, est « intermittent louagiste » (taxi collectif intervilles) et détaille ainsi ses dépenses quotidiennes : « Deux paquets de cigarettes, six capucins [café], une *chicha* [narguilé] et un peu d'argent pour les courses de ma mère ».

Ces hommes relatent leur situation de précarité comme beaucoup d'autres Tunisiens, mais ils s'en démarquent car ils se perçoivent comme « résistants ». Assis dans leur café, ils accusent. Mourad dit à voix haute :

« Je passe mon temps à gratter comme si je mendiais du travail. C'est comme s'ils te faisaient une faveur et tu dois "bakchicher" pour avoir un emploi, passer un concours... »

Le groupe se réunit quotidiennement pour parler des affres de la politique nationale. Les tournures humoristiques² sont d'usage et l'ironie donne le ton : « Ben Ali *ila al-abad* (Ben Ali pour l'éternité) » devient leur slogan dès 2007. Ils emploient aussi la traduction « Forever BA » et s'appellent même « *Jama'at Forever BA* » (La bande à Forever BA). Leur expérience collective de résistance, ils la qualifient eux-mêmes de « *muqawama dud... al ginya* », de « résistance à... l'ennui ».

Alors qu'aucun n'appartient à des groupes de l'opposition (formations partisans, associatives ou syndicales), les informations dont ils discutent sont issues d'El Hiwar Ettounsi, chaîne satellitaire d'opposition émettant depuis l'étranger. Ridha s'improvise d'ailleurs spécialiste pour installer à ses amis les paraboles et programmer gratuitement la chaîne qu'il affectionne. Les membres du groupe se passent sous le manteau les journaux de l'opposition légale, racontent les dernières blagues sur la belle-famille de Ben Ali. El Bahi, un des rares à avoir Internet à la maison, amène parfois des informations qu'il recopie de sites « qui disent la vérité » pour les lire à ses amis.

Dans le groupe « résistant », un ami un peu différent, Nizar, est un « *sabbab* » (un délateur). Ce dernier était militant RCD à la fac de Sousse. De retour à Gafsa, il occupe une bonne place au ministère de l'Emploi. Lui refrène les « sorties de route », les excès dans la critique du régime lors de leurs veillées au café. Mais selon Mohamed, « il ne peut pas se permettre de dénoncer ses amis.

¹. Rencontrés lors de mon premier séjour de terrain au printemps 2006, j'ai multiplié les entretiens et observations avec eux jusqu'en mars 2011.

². L'humour a rarement été pris au sérieux par les sciences sociales en Tunisie, si l'on excepte ce court texte : Vincent Geisser, « Les blagues populaires comme symptôme social du discrédit du régime de Ben Ali », Forum Nokta, octobre 2001.

Au contraire c'est même une ressource pour nous. Comme ça on ne nous soupçonne pas » (juin 2007).

Les membres du groupe sont originaires des alentours de Gafsa, de Sened ou El Guettar, mais la plupart ont un lien familial dans le bassin minier, à Métlaoui et surtout à Redeyef. Peu aspirent aux postes ouverts par la CPG. Seulement deux d'entre eux ont déjà postulé sans succès à des emplois administratifs au siège de la Compagnie à Gafsa, mais ils se sentent au fur et à mesure concernés par les protestations du bassin minier de 2008.

C'est par le cousin de Mohamed que le groupe est informé des détails des premiers développements protestataires. Celui-ci se trouve sur place à Redeyef, au cœur de la contestation. Après trois semaines, Mohamed décide d'aller rendre visite à sa famille de Redeyef. Il embarque dans le taxi de Mustapha, passe les contrôles militaires et policiers en justifiant son voyage par la visite de sa tante malade. Une fois arrivé à Redeyef, Mustapha ne repart pas.

« Au départ, je devais juste le déposer et repartir, finalement on a été invité par sa tante à déjeuner. Et puis, il y avait une telle ambiance sur place, c'était fou ! On était mort de peur mais on voulait savoir, voir. C'était beaucoup plus important qu'on ne l'imaginait. Finalement on n'a pas pu voir Adnane Hajji [le *leader* du syndicat de base, figure charismatique du mouvement] mais on a entendu et vu plein de choses, beaucoup de courage, l'esprit de nos ancêtres s'est réveillé, nous sommes à nouveau debout¹. »²

De retour au café, ils racontent « la beauté de l'indépendance des mobilisés », le « charisme » des discours de Adnane Hajji... Mais très vite, après la répression de début avril au cours de laquelle les principaux *leaders* de la protestation sont arrêtés, les discussions prennent une tournure moins romantique. Désormais, les échanges tournent autour de ce qu'endurent les principaux protestataires du bassin minier. Le cousin de Mohamed est arrêté et torturé. Pour le défendre, ce dernier va transmettre à d'autres membres de sa famille habitant Nantes, par courriel et téléphone, en « langage codé », les exactions subies. Ceux-ci vont jouer un rôle important dans la mobilisation à Nantes et aussi à Belleville à Paris, notamment dans les manifestations de « solidarité » organisées par une association de gauche active en France, la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives. Les « conséquences » de tels agissements vont vite poser problème au groupe. La répression s'abat sur des membres de l'aquarium. Le jeune frère d'El Bahi est tabassé et emmené au commissariat après des manifestations. El Bahi accuse la mauvaise influence de Mustapha et de ses acolytes sur son benjamin. Avec six autres membres du groupe (dont Nizar du RCD), ils ne fréquentent plus « l'aquarium ».

Le 14 janvier 2011, les sociétaires de l'aquarium ne sont pas particulièrement mobilisés. Ils assistent en tant que spectateurs extérieurs aux mobilisations de la dernière journée sous Ben Ali. Plusieurs facteurs expliquent cela. Tout d'abord, ils prennent leurs distances avec les violences des derniers jours qui renvoient à des pratiques « sauvages » d'émeutiers dont ils se sont toujours démarqués, eux « résistants assis ». La routinisation d'actions protestataires de faible intensité et une certaine lassitude de la part du groupe (et sa scission) vont accentuer le décalage de ses membres avec les luttes violentes qui s'égrènent ce mois de janvier.

¹. C'est une référence à une mémoire commune des luttes. La région a fourni une grande partie des combattants lors de la lutte pour l'indépendance mais aussi lors des luttes syndicales et des révoltes de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Cf. A. Allal, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire... », art. cité, p. 119.

². Entretien, mars 2008.

Finalement, pour eux, le 14 janvier est un jour comme un autre... jusqu'à l'annonce de la fuite de Ben Ali.

Dès le surlendemain, le groupe se reforme au complet au café. Une semaine plus tard, ils apprennent par le cousin de Mohamed de Redeyef qu'une occupation de la place du gouvernement à Tunis, par différents cortèges montés des régions de l'intérieur, s'organise. Mustapha prend l'initiative et coordonne. Ils seront douze de l'aquarium à monter pour le campement. Mustapha, emphatique, explique :

« À El Kasbah ce sont les révolutionnaires, les vrais, les gens sans argent, qui ont payé le lourd tribut de la dictature et de la révolte. On monte pour tous les faire dégager... définitivement, pour pousser la Révolution, c'est impossible qu'ils ne changent que quelques ministres car cela ne modifiera rien à l'état de siège permanent dans lequel nous vivons à Gafsa. »¹

In fine, l'aquarium est une sorte « d'espace libre »², comme d'autres ont pu exister ailleurs malgré la situation autoritaire et policière. C'est un lieu d'expression du sentiment d'injustice où la parole circule contre le régime, insistant sur sa brutalité et les mises en scène poussiéreuses du pouvoir autocratique de Ben Ali. Mais c'est également un espace où se nouent des relations de confiance au long cours, de considérations amicales réciproques qui sont primordiales pour l'engagement protestataire. Le café est enfin l'endroit de l'anticipation et de l'élaboration de stratégies d'action.

À ces pratiques de résistance pacifique, il faut ajouter d'autres types de trajectoires de radicalisation politique où les engagements physiques sont centraux, comme c'est le cas pour de « jeunes rebelles » de la banlieue populaire de Tunis.

Jeunes rebelles de Hammam-Lif : de l'évitement à l'insurrection

Enfants d'un quartier populaire de la banlieue sud de Tunis, de petites conditions matérielles, un groupe de huit jeunes hommes³ multiplie *crescendo* les actes de rébellion. Ces « fils de la génération Ben Ali »⁴, comme ils se définissent eux-mêmes, adoptent des postures de dénonciation des aînés et de leur « système », s'engagent dans des dissidences urbaines, des pratiques d'artistes rebelles, de consommation de stupéfiants et de « supporterisme » violent. Ces pratiques se radicalisent une première fois en 2007, avant que la plupart de ces jeunes ne s'engagent dans l'insurrection de janvier 2011. « On ne veut pas être des combinards, des débrouillards... des ringards » ! C'est en commentant cette *Stanza* (strophe de rap) taguée dans l'arrière-boutique de son frère que Sami explique pourquoi il refuse de vivre comme les autres, de « vivre le jour ». Il ajoute : « On vit la nuit pour éviter la société ». À la question « vous resquillez c'est ça ? », posée pour lui faire préciser ce mode de vie particulier, il répond en filant la métaphore :

« On ne resquille pas parce qu'on n'utilise pas les sièges, on s'assoit sur le toit des trains, entre les wagons des rames de métro, à l'ombre de la société... »⁵

¹. Entretien, 24 janvier 2011.

². Cf. pour une synthèse, Daniel Céfai, « Micropublics : les espaces libres », *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/MAUSS, 2007, p. 646 et suiv.

³. Voisins de ma famille, j'ai d'abord connu trois d'entre eux en tant qu'amis d'un cousin. Ma curiosité deviendra ensuite « sociologique » et je multiplierai les rencontres et entretiens avec eux entre juin 2006 et novembre 2011.

⁴. Nés après 1987 et le coup d'État « médical », ils n'ont connu comme président que Ben Ali.

⁵. Entretien, 2006.

Sami refuse de travailler, de s'échiner pour pas grand-chose, il préfère vivre de quelques deniers. Il est pourtant surnommé par ses amis le recordman des stages, ayant passé quatre ans à les enchaîner sans rien au bout. Comme lui, ses amis sont enfants d'employés, d'ouvriers ou de femmes de ménage, et n'ont pas beaucoup d'occasions de monter dans la hiérarchie sociale. Si certains travaillent, c'est toujours avec de grandes interruptions, jamais une année entière. Désabusé, Sami ajoute :

« Comment veux-tu dire qui tu es ? Comment répondre à la question : "que fais-tu ?", si tous les mois il faut que tu trouves un nouveau boulot ? Plutôt ne rien dire, plutôt ne rien faire. »

Dans le groupe, trois sont DJ dans les boîtes de nuit en été à Hammamet ou même à Sousse. Ils y côtoient les « familles », leur faste, leurs Hummer, ces voitures de guerre qui les fascinent et les révoltent à la fois. La brutalité des Trabelsi, ils la relatent maintes fois.

« Génération Ben Ali », à Echa'biya, cela signifie des expériences de la violence policière. La plupart des jeunes du groupe racontent leur histoire sur ce sujet. Ainsi, Ahmed priait, s'est fait rafler et a passé deux nuits en prison :

« J'ai échappé de peu au supplice de la bouteille, mon frère, et ça c'est grâce à un flic de notre quartier. »¹

Ahmed est rappeur, il chante le « *harig* », son désir de fuir, de « décoller depuis "l'aéroport international"² de Hammam-Lif » pour émigrer. Il est aussi moraliste : « Il faut se protéger des putes, des soirées de dépravation ». Ahmed est un rappeur musulman³ mais pas islamiste, insiste-t-il. Et les islamistes, il connaît. Son père, militant d'Ennahdha, est mort des suites de quatre ans d'emprisonnement. Actif au début des années 1980 et 1990, le père est à plusieurs reprises incarcéré, torturé et déchu de ses droits civils. Le frère aîné d'Ahmed est aussi militant dans le mouvement islamiste. Technicien supérieur, il est obligé de devenir vendeur de CD gravés à la sauvette. Ahmed est sévère à l'égard de ses proches. Amer, il énumère leurs erreurs, leur obstination. Lui veut s'en distinguer :

« Moi ça ne me dérange pas de boire, d'être avec des filles de bien [vertueuse] tout en étant musulman, tout en faisant la prière. »

Mais là aussi la police l'en empêche :

« On était sur la plage l'été, derrière la digue avec ma petite amie, ils sont venus à deux [policiers], ils nous ont humiliés, m'ont giflé et insulté ma copine. »

Il conclut notre entretien par un cinglant :

« On ne peut ni boire ni prier... »⁴

¹. Entretien, juin 2006.

². Ce qui désigne avec humour un endroit de la plage de Hammam-Lif d'où partaient des barques vers l'Italie.

³. Encore inconnu du grand public, le rappeur de Sfax Hamada Ben Amor, *alias* Al Général, est sa référence. Ses disques circulent alors sous le manteau. Ce rappeur est un des rares artistes à interpeller directement le « général » Ben Ali dans une chanson qui lui vaudra d'être arrêté et enfermé au sein du ministère de l'Intérieur à Tunis début janvier 2011.

⁴. Entretien, juin 2006.

L'expérimentation routinière de la violence policière, pour ce groupe d'amis comme pour beaucoup de jeunes hommes des quartiers populaires, c'est notamment les matchs de football. En tant que supporters du Club sportif de Hammam-lif et du Club africain (un des deux grands clubs de la capitale), ils affrontent souvent les policiers. Lors de ces déplacements de fin de semaine, des centaines de jeunes hommes partent de Hammam-Lif. Lors des longues marches pour revenir à pied ensemble, il faut déployer son ingéniosité pour contourner les cordons de sécurité et éviter les coups. Les fuites lors des charges policières sont organisées. La bataille est même anticipée dès la veille en cachant des pierres dans les buissons qui longeront le parcours.

Dans leur quartier, surtout la nuit, ces « rebelles » mettent en scène la mise en danger de soi. Ils se filment faisant des dérapages de scooter qui entraînent des courses poursuites avec la police. Ces dissidences urbaines¹ s'ajoutent à d'autres formes de contre-conduites. La consommation de cannabis, lourdement pénalisée en Tunisie, est érigée en fierté locale (la ville est réputée pour les trafics en tous genres). Ahmed explique que même le quartier de Humat As-Sabun (le quartier du savon) serait dénommé ainsi à cause du cannabis (« savon » signifiant « pain »... de cannabis).

Pour le groupe de rebelles de Hammam-Lif, le véritable déclencheur de leur radicalisation politique est l'épisode de Soliman, la ville voisine de Hammam-Lif. Lorsqu'en janvier 2007, un groupe armé qualifié de « salafiste terroriste » par le gouvernement est encerclé dans une villa et délogé par les forces spéciales, Sami et son frère sont dans ce quartier assiégé où les fusillades durent pendant des heures. Enfermés chez des amis, ils filment des bribes de l'intervention sanglante. À peine rentré à Hammam-Lif, Sami se fait arrêter pour être interrogé par des policiers à Tunis pendant trois jours. De retour dans son groupe d'amis, le visage tuméfié, il est reçu héroïquement. Dans le quartier, beaucoup le sollicitent pour raconter les détails de ce qu'il a vu.

À partir du printemps 2007, le groupe se retrouve de plus en plus souvent la nuit dans le local de gravure de CD et DVD du frère aîné de Sami. Trois ordinateurs et une connexion ADSL permettent au groupe de se connecter, de trouver les proxys pour accéder aux nombreux sites prohibés. Leur activité principale est surtout de regarder des films avec des filles ou des combats, mais de plus en plus, ce sont les affres des Trabelsi qui les intéressent. Cela leur donne des idées. Ils multiplient les expéditions nocturnes pour taguer des slogans politiques sur les murs bordant les voies de chemins de fer. Ils envisagent même de filmer la corruption orchestrée par les inspecteurs du commissariat central de Hammam-Lif, de mettre en boîte l'utilisation abusive des voitures par les notables du RCD et leurs enfants...

Baignés dans un imaginaire de *Gangsta Rap US*, de films d'action hollywoodiens et de jeux de combats sur console vidéo, ils sont particulièrement interpellés par l'information émanant de Wikileaks et relayée en Tunisie par le site dissident *Nawaat* concernant la corruption à la tête du régime tunisien. « America les a lâchés », interprète Sami avec aplomb ; « Ils vont lui envoyer un drone de la taille d'une mouche qui le piquera lui et sa coiffeuse et ils mourront », renchérit Ahmed². Cette perception de la fragilité des gouvernants va encourager davantage leur engagement dans la révolte.

¹. Pascal Menoret (« Development, Planning and Urban Unrest in Saudi Arabia », *The Muslim World*, 101 (2), 2011, p. 269-285) analyse ces phénomènes à Riad, tel le « *tafhit* », ces acrobaties sauvages en voiture entre jeunes ponctuées de dérapages bruyants, d'échauffourées défiant les forces de police impuissantes.

². Entretien par téléphone, 27 décembre 2010.

À partir du 10 janvier, certains décident de s'engager dans la lutte. Les mobilisés effectuent des raids la nuit pour harceler la police pendant que d'autres, comme Sami, diffusent les vidéos des affrontements sur les sites de partage en ligne. Le 13 janvier au soir, les garçons s'organisent, bravent le couvre-feu et entreprennent d'attaquer le commissariat. Sami coordonne l'opération. Grâce à ses connaissances de proximité, il contacte des amis, de quartier en quartier. Les relations, savoirs et savoir-faire engrangés par les nombreux jeunes supporteurs de football vont s'activer. Notamment le goût et l'absence de crainte de l'affrontement avec les forces de l'ordre et la maîtrise de certaines compétences pour la violence. Avec d'autres bandes d'autres quartiers, après une bataille sans relâche de trois heures, jets de pierres contre coups de feu, ils réussiront à vider le commissariat central de ses occupants.

Dès le lendemain matin, leur réputation se transforme, à la mesure de leurs façons de se comporter vis-à-vis des adultes, parents, voisins et commerçants du quartier. De « traînard », ils sont devenus de « vrais hommes », de « voyous » des « révolutionnaires »¹. Par la suite, ils se constituent en comités de vigilance, organisent le ramassage des poubelles et veillent toute la nuit à la sécurité des riverains.

En guise de conclusion : « Plus rien ne sera jamais pareil ! » ?

Le changement de perception est radical au cours du mois de janvier 2011. Une part importante de la population perçoit la disproportion des exactions policières, qui en deviennent au fur et à mesure déraisonnables, comme le signe d'un régime vacillant. De même, l'expérience du différentiel entre le « vécu » proche et la médiatisation différente de celui-ci du fait de la censure cristallise le mécontentement, et beaucoup de Tunisiens commencent à envisager la fin de Ben Ali. Si les logiques d'information et d'appréciation de la situation sont multiples, les discours des uns et des autres convergent et construisent un face à face entre un « eux » (*sulta* : le régime, la police, la clique des Trabelsi) et un « nous » – le « peuple tunisien ».

Au-delà de cet unanimité propre aux moments révolutionnaires, cet article a permis d'insister sur la fluctuation des motifs et modes d'action quand différents groupes sociaux se radicalisent. Plus encore, nous avons souligné la pluralité des trajectoires qui ont mené des individus et des groupes à s'engager dans la protestation avec leurs compétences, ressources, représentations et justifications différentes. L'insistance sur cette variété de trajectoires permet de ne pas faire de ces expériences et de ces profils d'acteurs engagés des « ratés de l'histoire »². En effet, *a posteriori*, la tentation est grande d'occulter ces petits engagements, en soulignant davantage la « grande histoire », celle des « grands hommes »³ et des vainqueurs. Au contraire, il nous semble que la compréhension du soulèvement populaire en Tunisie, comme ailleurs, passe par l'analyse minutieuse des relations d'une vie sociale souvent clandestine ou peu visible.

Cette démarche d'analyse permet aussi de contourner une autre limite, celle de réduire le processus révolutionnaire à une « mobilisation révolutionnaire » en occultant la multidimensionnalité de celui-ci. Or, par l'étude microsociologique effectuée, nous avons montré que

¹ Pour davantage de précisions, voir Amin Allal, « "Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier !" Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis », *Politique africaine*, 121, mars 2011, p. 53-68.

² Brigitte Gaïti, « Les ratés de l'histoire. Une manifestation sans suites : le 17 octobre 1961 à Paris », *Sociétés contemporaines*, 20 (20), 1994, p. 11-37.

³ Dans le cas tunisien, on en a une illustration avec les discours louant le rôle du chef de l'état major de l'armée qui refuse de tirer sur la foule, mais aussi ceux l'imputant à l'influence étasunienne.

les conditions socioprofessionnelles et de mobilité sociale, les sociabilités de quartiers et familiales, les (en)jeux générationnels, les mémoires de protestations passées et/ou les expériences des répressions policières ont constitué, bien davantage que l'appartenance à des groupes oppositionnels partisans ou associatifs, des ressorts importants de l'engagement dans la « Révolution ». La multi-dimensionnalité du processus révolutionnaire apparaît aussi dans l'importance variable de plusieurs facteurs au long cours, comme la crise de succession à la tête de l'État dans un contexte de développement de rumeurs concernant la belle-famille du président, la multiplication des actions collectives protestataires entre 2008 et 2010 dans la Tunisie de « l'intérieur »... mais aussi dans une série d'événements au cours de la « crise politique » *stricto sensu*, comme la rupture du commandement sécuritaire, le basculement de la Centrale syndicale et la circulation d'images des exactions policières.

« Plus rien ne sera jamais comme avant ». La phrase, scandée avec joie en janvier 2011 juste après la fuite de Ben Ali par la plupart des enquêtés impliqués dans le soulèvement populaire, résume bien la perception d'irréversibilité qu'ont les acteurs de la situation extraordinaire qu'ils vivent alors. Pourtant, derrière ce consensus, c'est encore une fois la diversité des situations, des rapports sociaux et des imaginaires qui reprend le dessus – une fois l'effervescence du « moment révolutionnaire » de janvier-février terminée. Le retour à « l'ordinaire » implique pour certains un arrêt de l'engagement protestataire et pour d'autres davantage de radicalisation politique. Sorti du *tempo* du moment révolutionnaire, chacun semble réintégrer son propre rythme, mais dans une situation politique en pleine mutation et dont seule l'histoire longue du processus révolutionnaire tunisien permettra de mesurer l'ampleur. Ainsi, tandis que Yosra met le portrait de Ben Ali dans sa chambre à coucher plutôt que dans le salon et jure que, dégoûtée, plus jamais elle ne manifestera, les jeunes rebelles de Hammam-Lif se désengagent en n'occupant plus l'espace public et ne participent ni à la campagne électorale d'octobre 2011 ni au vote. Ziad, impliqué dans les actions protestataires de plus en plus dures du bassin minier, assure quant à lui qu'il sera « le prochain à s'immoler si on n'obtient pas de travail rapidement ».

Amin Allal est doctorant en science politique à Sciences Po Aix-en-Provence (CHERPA), et a été ATER à l'Université de Nice-Sophia Antipolis. Il a notamment publié : (avec Youssef El Chazli) « Figures du déclassement et passage au politique dans les situations révolutionnaires égyptienne et tunisienne », dans Ivan Sainsaulieu, Muriel Surdez (dir.), *Sens politiques du travail*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 321-336 ; « "Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier !" Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis », *Politique africaine*, 121, mars 2011, p. 53-68 ; « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, 117, mars 2010, p. 107-126.

Ses recherches portent sur les rapports « ordinaires » aux autorités et aux politiques publiques, ainsi que sur les protestations dans la région paupérisée du sud-ouest de la Tunisie (Sciences Po Aix, Service Recherche, 25, rue Gaston de Saporta, 13625 Aix-en-Provence cedex 1 <amin.allal@gmail.com>).